

Le recours aux armes explosives dans les zones peuplées

Une menace mortelle pour les enfants



© UNICEF/UNI488744/Zaqout

Octobre 2023, hôpital Nasser, bande de Gaza

Shaimaa, 8 ans, rêve de devenir journaliste.

Elle a perdu une main et une jambe lorsque la maison voisine de la sienne a été bombardée.

1. Introduction

Les armes explosives, en particulier lorsqu'elles sont utilisées dans les zones peuplées, constituent une menace mortelle pour les enfants partout dans le monde. Elles tuent et blessent gravement des milliers d'enfants chaque année, ou altèrent dramatiquement leur vie, que ce soit pendant les conflits armés ou longtemps après la fin de hostilité. [La Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées](#) (ou Déclaration politique sur l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées), adoptée à Dublin en novembre 2022, représente une occasion décisive de mieux protéger les enfants, leurs familles et les communautés contre les conflits armés.

2. La Déclaration politique sur l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées : une occasion décisive

Sous réserve qu'elle soit correctement mise en œuvre, la Déclaration politique sur l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées a le pouvoir de sauver des vies d'enfants dans les zones touchées par des conflits.

L'Histoire montre en effet qu'il est possible de mettre un terme à l'utilisation de certaines armes et de modifier les pratiques militaires pour suivre de nouvelles normes. La Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et la Convention sur les armes à sous-munitions illustrent à cet égard à quel point de tels accords internationaux peuvent faire toute la différence pour les enfants. Bien qu'elle ne soit pas juridiquement contraignante, cette Déclaration, à l'instar de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, peut néanmoins constituer un outil efficace pour atténuer les préjudices causés aux civils et offrir une meilleure protection aux enfants en temps de guerre.

Ainsi, l'UNICEF encourage :

- **Toutes les parties au conflit** ainsi que les parties exerçant une influence sur celles-ci à protéger les droits de l'enfant et à garantir qu'ils sont respectés, notamment en **mettant un terme à l'utilisation des armes explosives dans les zones peuplées** ;
- **Tous les États Membres à signer la Déclaration sur l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées** et appelle les États Membres déjà signataires à recenser et à **adopter des mesures, politiques et pratiques militaires visant à réduire les préjudices causés aux enfants**, à les partager avec d'autres pays et à encourager les autres entités, notamment les groupes armés non étatiques, à en faire de même ;
- **Les États Membres signataires à dénoncer les effets dévastateurs du recours aux armes explosives dans les zones peuplées sur les enfants, en exhortant les parties prenantes des conflits qui sévissent actuellement à travers le monde à cesser l'utilisation de telles armes dans ces zones**, à honorer leur promesse de « promouvoir activement cette Déclaration », et à « viser le respect de ses engagements par toutes les parties aux conflits armés, y compris les groupes armés non étatiques » ;
- **Les États Membres à fournir un soutien financier pérenne aux programmes et aux interventions visant à protéger les enfants du recours aux armes explosives dans les zones peuplées** au moyen d'activités de recherche, de surveillance des blessures et des décès, et d'autres systèmes de collecte de données, de plaidoyer ainsi que de préparation au conflit et de protection, d'éducation aux risques liés aux engins explosifs, de déminage et d'assistance aux victimes ;
- **Les États Membres à n'autoriser aucun transfert d'armes explosives à des parties belligérantes susceptibles de les utiliser dans le cadre d'attaques dirigées contre des civils ou des biens de caractère civil**, conformément au [Traité sur le commerce des armes](#) (comptant **113 États Parties** et **28 signataires**).
- **Les États Membres, les organisations internationales et la société civile à rassembler et à échanger des éléments de preuve et des données**, y compris en matière de suivi des victimes et de santé mentale, **sur les effets directs et indirects des armes explosives** sur les plus jeunes afin d'étayer les arguments relatifs à l'importance de protéger les enfants contre le recours à ce type d'armes.

Février 2024, Goma, RDC

Kikuru et Kito ont 10 ans. Ils étaient scolarisés en primaire lorsque leur maison a été bombardée, les contraignant à fuir de chez eux.

3. Raison d'être

Aujourd'hui, les conflits armés se déroulent de plus en plus souvent dans des villes, des villages, des bourgs et d'autres zones habitées, une tendance qui devrait se poursuivre face à la poursuite de l'urbanisation. Ainsi, des armes initialement conçues pour être utilisées sur des champs de bataille ouverts sont désormais employées de façon croissante dans les zones peuplées, faisant peser une menace de taille pour les civils et les biens de caractère civil. Or, le fait qu'une pratique soit considérée comme étant autorisée en vertu du droit international humanitaire par une force ou un groupe armé ne signifie pas qu'elle ne présente aucun danger pour les enfants.

De fait, l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées représente une part importante des violations graves commises contre des enfants. En effet, selon l'organisation Action on Armed Violence (AOAV), 90 % des victimes de cette pratique sont des civils, parmi lesquels un grand nombre sont inévitablement des enfants. **Entre 2018 et 2022, 49,8 % des cas d'enfants tués et mutilés (47 534) confirmés par les Nations Unies dans 24 situations de conflit à travers le monde étaient imputables aux armes explosivesⁱ.** La vaste majorité des enfants concernés vivaient dans des zones peupléesⁱⁱ. L'utilisation de telles armes dans ces zones inflige par ailleurs d'immenses souffrances aux victimes. Au-delà des blessures physiques et des conséquences psychologiques qu'elle entraîne, cette pratique a également des effets indirects dits « de réverbération » désastreux sur les communautés, et plus particulièrement sur les enfants qui sont frappés de plein fouet, comme cela a été démontré dans de nombreux conflits récents ou en cours, notamment en Afghanistan, en Colombie, dans l'État de Palestine, en Éthiopie, en Israël, au Myanmar, au Nigéria, en République arabe syrienne, en Somalie, au Soudan, en Ukraine et au Yémen, entre autres.

3.1. Les effets directs

Meurtres et mutilations

Les frappes aériennes, les tirs d'artillerie, les engins explosifs improvisés et autres armes explosives tuent et mutilent des milliers d'enfants chaque année. Entre 2018 et 2022, selon les chiffres confirmés par les Nations Unies, au moins 23 420 enfants ont perdu la vie ou ont été gravement blessés à la suite de l'utilisation d'armes explosives (30,6 % d'entre eux ont été tués ou blessés par des engins explosifs, 26,2 % par des opérations aériennes, 22,2 % par des incidents liés à des engins explosifs improvisés, 15,9 % par des tirs ou des feux d'artillerie, et 5,1 % par des armes explosives non spécifiées). Durant cette période, les armes explosives ont tué ou blessé 1,7 fois plus d'enfants que l'ensemble des armes à feu (14 000 victimes).

La bande de Gaza, dans l'État de Palestine, fait partie des zones les plus densément peuplées de la planète. L'utilisation massive d'armes explosives en a fait « l'endroit le plus dangereux au monde pour les enfants », des milliers d'entre eux ayant été tués et de nombreux autres portés disparus sous les décombres des immeubles et des logements. En Ukraine, entre les mois de février 2022 et de février 2024, les armes explosives ont également tué ou blessé au moins 1 639 enfants. Le problème touche aussi le Myanmar, où quatre écoliers et deux enseignants ont perdu la vie lors d'une frappe aérienne ciblant deux écoles, le 5 février 2024.

Lorsqu'elles ne tuent pas les enfants, ces armes leur laissent des séquelles physiques dévastatrices, ôtant à certains la vue, l'ouïe ou l'un de leurs membres et privant d'autres de l'usage de la parole. Les enfants blessés par des armes explosives ont davantage besoin de soins et d'attention que les adultes présentant les mêmes blessures. En effet, les enfants souffrant de blessures par explosion ont moins de chance de survivre que leurs aînés. Leur corps étant plus petit et en pleine croissance, ils nécessitent une prise en charge spécialisée et des consultations plus fréquentes au sein des services de santé, de réadaptation et de soins prothétiques. En l'absence d'un accompagnement médical adapté et rapide, ces enfants sont plus susceptibles de mourir ou de souffrir d'un handicap permanent. Leurs besoins en matière de réadaptation diffèrent également de ceux des adultes. Or, dans les situations où les ressources sont limitées, ils sont moins susceptibles de recevoir une prise en charge adaptée à leur âge.

Ali, 17 ans, a perdu ses deux mains durant un bombardement dans l'ouest de Mossoul, en Iraq, en 2017. « **La vie est très compliquée [depuis le bombardement]** », affirme l'adolescent, qui porte désormais une prothèse au bras. « **J'ai dû abandonner l'école parce que je ne supportais plus de me faire harceler.** » Le jeune homme peine à trouver du travail, les employeurs doutant de sa capacité à réaliser certaines tâches. « **J'aimerais travailler dans un magasin. Mon handicap ne m'empêche pas d'être capable et compétent.** »

Les armes explosives altèrent considérablement la vie des enfants qui en sont victimes, même en l'absence de blessures physiques. Ces enfants présentent souvent différents symptômes de détresse ou des troubles post-traumatiques, tels qu'une peur constante, une anxiété sévère, des problèmes de sommeil ou de concentration, des cauchemars, un repli sur soi ou une perte d'appétit. En découle un problème de santé publique considérable qui est souvent négligé et qui n'est ni correctement compris ni mesuré. La violence et les troubles liés au recours à ces armes peuvent en effet plonger les enfants survivants dans un état de stress qui interfère avec leur développement physique et cognitif, mettant en péril leur capacité à apprendre ainsi que leur développement cérébral. Beaucoup auront besoin d'un accompagnement à long terme en matière de santé mentale et de soutien psychosocial.

Alors que le 24 février 2024 marquait les deux ans de la guerre en Ukraine, il a été démontré que depuis le début des hostilités, les enfants vivant à proximité des lignes de front avaient été contraints de se réfugier entre 3 000 et 5 000 heures (l'équivalent de quatre à sept mois) dans des caves et des stations de métro souterraines tandis que retentissaient les sirènes de raids aériens au-dessus de leur tête. Les effets de cette situation sur leur santé mentale et leurs capacités d'apprentissage se sont avérés dévastateurs.

Mars 2017, Alep, République arabe syrienne
Saja a 13 ans. Ses quatre meilleurs amis sont morts lors d'un bombardement, dans lequel elle a également perdu sa jambe.



Décembre 2023, région de Bago, Myanmar
 Aung, 15 ans, a marché accidentellement sur une mine terrestre.
 Les médecins ont dû lui amputer la jambe pour lui sauver la vie.

« **Ma maison me manque énormément** », affirme Veronika, 9 ans. « **Mon école me manque. Je veux rentrer, mais c'est impossible parce que les sirènes des raids aériens hurlent en permanence.** »

Refus de l'accès humanitaire

L'utilisation de bombes, de feux d'artillerie, de roquettes et d'engins explosifs improvisés peut empêcher les travailleurs et les secours humanitaires d'atteindre les communautés ou les zones dans le besoin. En effet, le personnel humanitaire, médical et technique opérant en situation de conflit est souvent exposé. Il n'est pas rare, par exemple, que des agents chargés de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement soient pris pour cible, blessés ou tués pendant la réparation d'infrastructures civiles critiques. La simple menace d'une attaque peut annuler l'entretien ou la réparation d'infrastructures essentielles, privant davantage les communautés d'électricité, d'eau salubre et de moyens de communication.

Les organismes humanitaires dépendent également des infrastructures civiles existantes pour transporter le matériel et fournir des services. L'absence de grues pour décharger les cargos humanitaires et de ponts ou de routes pour transporter en toute sécurité les aliments ou les médicaments restreint fortement la capacité des acteurs humanitaires à atteindre les enfants dans le besoin.

Déplacements

L'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées peut provoquer ou exacerber les déplacements de multiples manières, notamment en poussant les populations à fuir les frappes aériennes, les feux d'artillerie et d'autres armes explosives par crainte d'être blessées ou tuées. Au Soudan, par exemple, des hôpitaux pédiatriques ont dû être évacués tandis que des feux d'artillerie se rapprochaient.

La destruction des logements et des infrastructures essentielles, l'interruption des services de base, la perte des moyens de subsistance ainsi que le manque d'accès à l'aide humanitaire du fait de l'utilisation d'armes explosives peuvent également contraindre les populations à fuir.

3.2 Les effets de réverbération

Les conséquences humanitaires du recours aux armes explosives dans les zones peuplées touchent une partie bien plus large de la population que celle se trouvant à proximité immédiate de la zone d'impact et continuent de se ressentir longtemps après la fin des explosions.

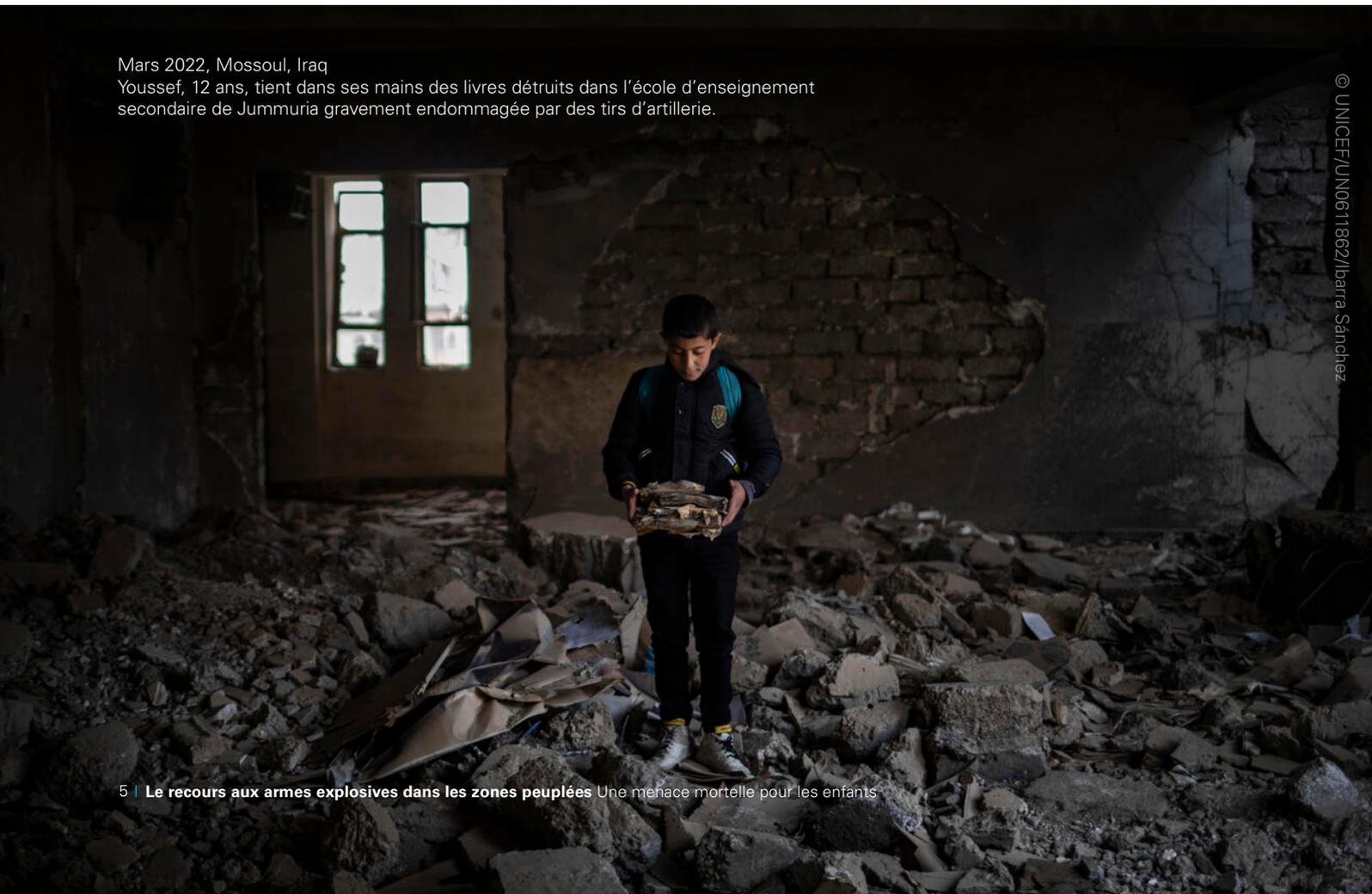
Qu'elles soient délibérément visées ou non, les infrastructures civiles se trouvent souvent dans le rayon d'impact des armes explosives utilisées dans les zones peuplées, ce qui conduit à l'endommagement ou à la destruction des services essentiels. Il en va ainsi pour les canalisations d'eau, les installations d'assainissement, les hôpitaux, les écoles et les aires de jeux, tout comme pour les centrales électriques, les grues et les ponts nécessaires pour fournir des services d'aide et de protection aux enfants.

Les services de santé, d'approvisionnement en eau et d'assainissement, et d'autres secteurs essentiels, en particulier dans les zones peuplées, forment un système complexe et interdépendant. La perturbation d'une seule composante de ce système peut provoquer une multitude de conséquences en cascade, dont des flambées de maladies transmises par l'eau, des fuites de gaz chloré et des déplacements massifs.

En l'absence de solutions pour rétablir l'accès à l'eau salubre, des épidémies peuvent se déclarer en l'espace de quelques jours. Dans les situations de conflit prolongé, les enfants de moins de 5 ans sont 20 fois plus susceptibles de mourir d'une maladie diarrhéique due à une eau insalubre et à un assainissement inadéquat que d'un acte de violence lié au conflit.

Par ailleurs, l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées a souvent des effets dévastateurs sur l'éducation. Dans la bande de Gaza, par exemple, en novembre 2023, soit un mois après l'escalade des hostilités, près de 90 % de l'ensemble des bâtiments scolaires avaient subi des dommages durables et près de 80 % des établissements scolaires restants étaient utilisés comme abris pour les personnes déplacées à l'intérieur du territoire.

Mars 2022, Mossoul, Iraq
Youssef, 12 ans, tient dans ses mains des livres détruits dans l'école d'enseignement secondaire de Jummuria gravement endommagée par des tirs d'artillerie.



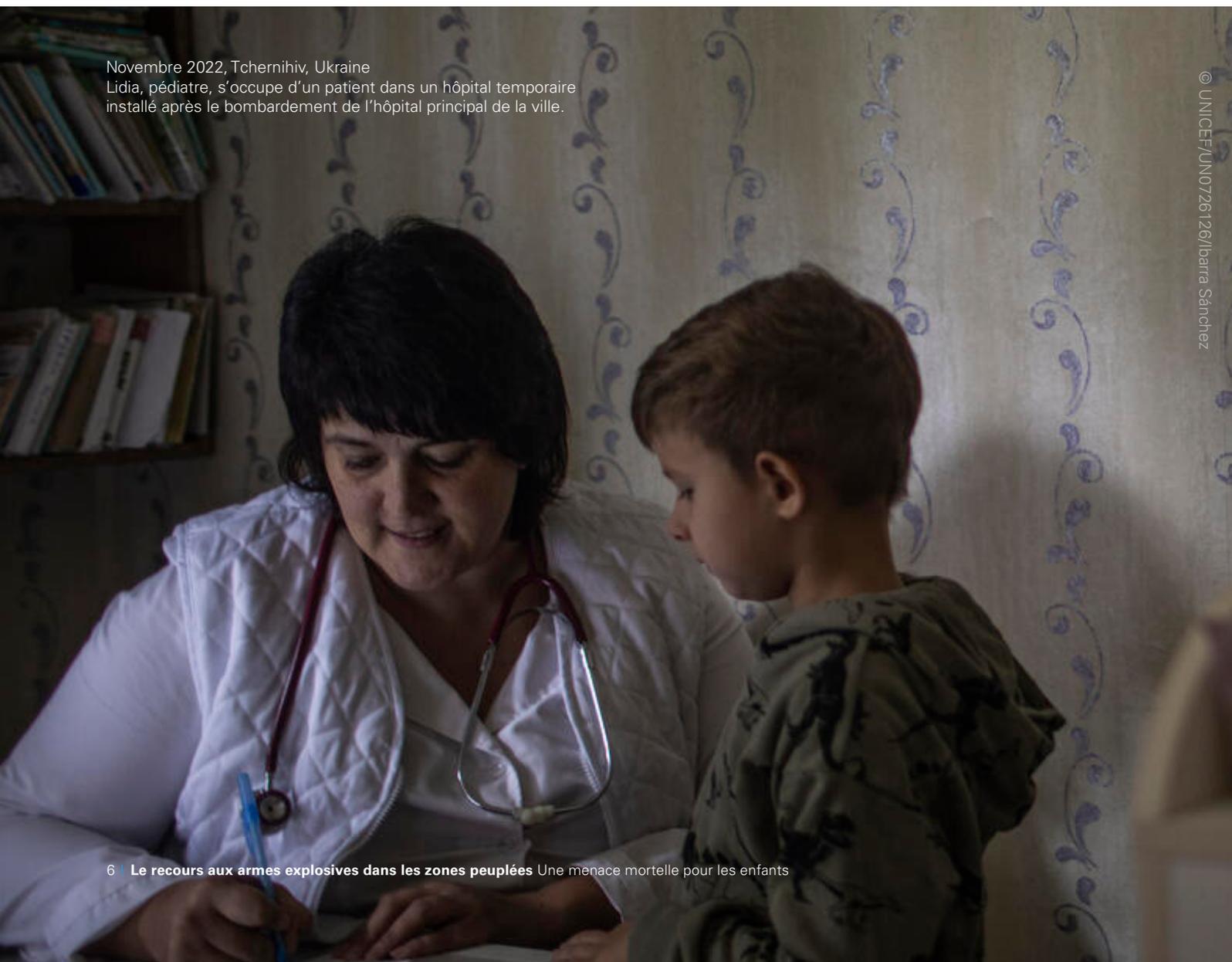
En Ukraine, plus de la moitié des enfants en âge d'être scolarisés cette année n'avait toujours pas pu accéder à un apprentissage en présentiel à temps plein en novembre 2023, soit deux mois après la rentrée. L'endommagement des écoles et les pannes de courant découlant des attaques ciblant des infrastructures essentielles entravent la capacité des enfants à bénéficier d'une instruction, que ce soit en présentiel ou en ligne, mettant en péril des millions d'avenirs. Depuis le début de la guerre en 2022, 864 établissements éducatifs ont été endommagés et 245, détruits.

Les attaques ciblant les centrales électriques en Ukraine ont également de graves conséquences sur les enfants, en particulier durant l'hiver, les températures pouvant baisser jusqu'à -20 °C. Les pannes et les coupures de courant compromettent en outre la capacité des systèmes de santé et d'éducation à fournir des services essentiels.

« **Je suis très triste, parce que ma maison et mon école ont été détruites** », témoigne Misha, 9 ans. De nombreux immeubles de son quartier en Ukraine ne sont plus que décombres.

L'interruption répétée de l'accès aux services essentiels ou l'incapacité à maintenir des services de qualité dans les domaines de l'éducation, de la santé, et de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement peuvent avoir des répercussions à vie sur les enfants en occasionnant des problèmes de malnutrition, des retards de développement physique et mental, une baisse du niveau d'instruction et une diminution du niveau de prospérité au sein de leur foyer et de leur communauté.

Novembre 2022, Tchernihiv, Ukraine
Lidia, pédiatre, s'occupe d'un patient dans un hôpital temporaire installé après le bombardement de l'hôpital principal de la ville.



3.3 La contamination par engins explosifs

Les dangers des armes explosives perdurent des années après la fin des conflits. Les mines terrestres et les restes de guerre tuent encore de nombreuses personnes à travers le monde. En 2022, les enfants représentaient 66 % des victimes civiles dans les 35 États et le territoire dans lesquels leur groupe d'âge était connu, selon l'*Observatoire des mines 2023*. Les enfants sont particulièrement vulnérables aux mines terrestres et aux autres restes de guerre, soit parce qu'ils n'ont pas conscience de leur dangerosité et sont souvent attirés par leur apparence colorée soit parce qu'ils peuvent les revendre sur le marché de la ferraille et donc fournir une source de revenu à leur famille.

L'Ukraine fait partie des pays les plus contaminés par les mines et par les restes explosifs de guerre à travers le monde. D'après les chiffres du Gouvernement ukrainien, cette contamination concernerait 25 % de son territoire. Les mines et autres engins explosifs ont tué au moins 120 enfants dans le pays entre les mois de février 2022 et février 2024. Le Myanmar fait également partie des pays les plus sévèrement touchés : 226 enfants ont été tués ou blessés par des engins explosifs en 2023 et le nombre de victimes civiles recensées a quasiment triplé entre 2022 et 2023.

En Iraq, les engins explosifs utilisés durant de précédents conflits continuent de mettre en danger la vie des enfants, comme en témoignent les 85 enfants qui ont été tués ou mutilés en 2022.

Chaque engin non explosé représente une menace mortelle inacceptable pour les enfants : en juin 2023, dans la région de Lower Shabelle en Somalie, 27 enfants ont perdu la vie alors qu'ils jouaient avec un vieil obus de mortier.

La bande de Gaza et ses environs présentent quant à eux un niveau de contamination sans précédent. Des dizaines de milliers de restes explosifs de guerre sont éparpillés sur l'ensemble du territoire, selon les estimations, constituant une menace mortelle pour les enfants pendant plusieurs décennies.

Avril 2024, État de Kessala, Soudan
Noha, psychologue dévouée formée par l'UNICEF, accompagne Walaa dans le processus de guérison. La jeune fille a dû prendre la fuite après le bombardement de la maison de son voisin, dans lequel ont péri l'ensemble de ses occupants.





Mars 2023, Alep, République arabe syrienne
Iman, 13 ans, participe à des cours de rattrapage.

4. L'action de l'UNICEF

Avec ses partenaires humanitaires, l'UNICEF s'attache à répondre aux besoins générés par les conflits armés, en fournissant une aide vitale et en renforçant les systèmes visant à protéger les enfants et à les aider à survivre, à être en bonne santé et à se développer.

L'UNICEF concentre ses efforts sur les enfants les plus vulnérables et leurs familles afin de :

- leur fournir des interventions essentielles nécessaires à leur protection ;
- sauver des vies ;
- veiller au respect des droits de tous les enfants, où qu'ils se trouvent.

Cela inclut des interventions visant à leur garantir l'accès à de la nourriture, à un abri, à une aide sociale et à des soins de santé. Parallèlement, l'UNICEF rétablit et rénove les systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement détruits, réalise des transferts en espèces au profit des familles déplacées par les conflits et fournit des services d'éducation dans les situations d'urgence, ainsi que des services de santé mentale et de soutien psychosocial destinés aux enfants affectés par l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées.

L'UNICEF aide également les survivants à bénéficier de soins médicaux, de prothèses, d'un soutien mental et émotionnel et d'un accès à l'éducation, en plus de contribuer au renforcement des capacités des gouvernements et des organisations de la société civile partenaires à protéger et à soutenir les enfants handicapés.

Par exemple, en 2023, l'UNICEF a aidé plus de 8 millions d'enfants dans 19 pays à bénéficier d'une éducation aux risques des engins explosifs, principalement dans les régions touchées par des conflits en cours. Cette même année, l'UNICEF a aussi permis à 5 712 enfants blessés par des restes de guerre et des mines terrestres dans 13 pays de recevoir des soins de réadaptation. Dans l'État de Palestine, en Ukraine, au Yémen et dans d'autres situations de conflit, l'UNICEF investit de manière croissante dans l'élaboration de messages vitaux et pratiques visant à informer les enfants et leur communauté des moyens à leur disposition pour se protéger contre l'utilisation des armes explosives dans les zones peuplées dans le contexte des feux d'artillerie ou des frappes aériennes.

Cependant, ces mesures ne suffiront jamais à protéger tous les enfants. Les effets délétères de cette pratique ne sont plus à démontrer : le recours aux armes explosives dans les zones peuplées met en danger les droits les plus fondamentaux des enfants.

- i Liste des pays : Afghanistan, Burkina Faso (depuis 2020), Cameroun (dans le cadre du conflit sévissant dans la région du bassin du lac Tchad jusqu'en 2019 puis dans le cadre d'un nouveau conflit depuis 2020), Colombie, État de Palestine, Éthiopie (depuis 2022), Inde (depuis 2021), Iraq, Israël, Liban, Libye, Mali, Mozambique (depuis 2022), Myanmar, Niger (dans le cadre du conflit sévissant dans la région du bassin du lac Tchad), Nigéria, Philippines, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tchad (dans le cadre du conflit sévissant dans la région du bassin du lac Tchad), Ukraine (depuis 2022) et Yémen.
- ii La vaste majorité des victimes civiles d'armes explosives dans le monde sont recensées dans les zones peuplées. Par exemple, en 2022, les 19 632 victimes civiles d'armes explosives dans des zones peuplées recensées par l'AOAV représentaient 94 % des victimes civiles signalées dans le monde entier. Source : <https://aoav.org.uk/2023/explosive-violence-monitor-2022/>.

pour chaque enfant,

Qui que ce soit.

Où qu'il habite.

Chaque enfant mérite une enfance.

Un avenir.

Une vraie chance.

C'est pour cela que l'UNICEF est là.

Pour chaque enfant du monde entier.

Jour après jour.

Dans plus de 190 pays et territoires.

Atteignant les enfants les plus difficile

à atteindre.

Les plus éloignés d'une main secourable.

Les plus exclus.

C'est pour cela que nous restons jusqu'au bout.

Et n'abandonnons jamais.